

## **EDITO** Ça va bien aller...mais pas tout le temps !

Plusieurs d'entre vous nous demandent pourquoi les chèques des montants forfaitaires et la rétroactivité ne sont pas encore versés alors que des collègues d'autres cégeps ont déjà reçu ces montants.

La réponse est simple : les cégeps FEC-CSQ ont déjà signé leur convention collective alors que les cégeps FNEEQ ne l'ont pas encore fait. Au dernier regroupement cégep du 17 février, nous avons appris que le « clause à clause » était terminé et que le texte de la convention est prêt à être signé. Mais la signature de la convention était liée à une demande de la partie patronale de retirer certains griefs. Plusieurs cégeps avaient déposé des griefs pour contester la rémunération insuffisante et variable d'un cégep à l'autre pour la réalisation d'autres tâches. Cette question est réglée dans la nouvelle convention par un taux fixe et il est normal que ces griefs soient retirés. Mais voilà que la partie patronale exige que d'autres griefs soient retirés. Il s'agit de griefs pour lesquels des professeur.es n'ont pas été rémunérés du tout pour des tâches connexes. La partie patronale dit, par exemple, que l'orientation en milieu de stage fait partie de notre tâche d'enseignement et ne devrait pas être rémunérée. Devant cette situation qui ne concerne que 5 cégeps, la FNEEQ demande la signature de la convention dès que possible et la création d'une table de négociation parallèle pour régler la question des griefs à retirer. C'est alors qu'une action s'est mise en branle où les exécutifs de chaque collège ont interpellé leur DG. Cela a fonctionné puisque deux jours plus tard, il y a eu une rencontre entre le CPNC et la FNEEQ. Un mécanisme a été trouvé pour discuter de ces griefs et la nouvelle convention collective 2020-2023 sera signée le 1<sup>er</sup> mars 2022 en après-midi. Il faut comprendre que la signature de la convention vient avec un ajout de ressources et il est essentiel que celles-ci soient disponibles pour la prochaine répartition des ressources.

Le bilan de la dernière négociation est déjà bien entamé, la FNEEQ a lancé un sondage auprès de tous ses membres

et nous devrions en connaître les résultats sous peu. Ceux-ci permettront d'analyser nos stratégies de négociation (pyramide inversée, front commun ou pas, alliances et avec qui ?) afin de bien nous orienter lors de la prochaine négociation.

Le nouveau comité de négociation est déjà au travail et la FNEEQ entreprend une tournée de ses syndicats. Le 6 avril prochain, le bureau syndical qui était prévu sera transformé en Assemblée générale lors de laquelle notre répondant au comité de négociation, Frédéric Clermont, viendra vous entendre concernant une liste de problématiques préliminaires. Cette tournée des syndicats aidera le comité de négociation à formuler les demandes pour les prochaines négociations. On peut penser sans l'ombre d'un doute que nos assemblées générales seront bien remplies par la prochaine négo d'ici le mois d'octobre, date à laquelle nos cahiers de demandes, autant pour la table centrale que pour la table sectorielle, doivent être déposés.

### **Mais pas tout le temps.**

Au niveau local, on peut se demander quelle bibitte étrange a piqué notre Direction des ressources humaines ? En effet, depuis le départ de René Corriveau, nous avons constaté une approche plus conciliante de la part des ressources humaines. Les discussions étaient constructives et plusieurs dossiers se réglaient sans avoir besoin de déposer de multiples griefs. On nous avait habitués à une gradation des sanctions, telle que le prévoit notre convention collective, lorsque des reproches étaient faits aux professeur.es du cégep Édouard-Montpetit. C'est juste et humain. Mais là, plus de gradation, on sort la massue et on frappe. La jurisprudence montre qu'il est possible d'appliquer une sanction sévère comme un congédiement dans le cas où un.e professeur.e pose un acte criminel, ce qui n'est pas le cas au Cégep Édouard-Montpetit. Pourquoi ce changement d'attitude ? Difficile à comprendre et à expliquer. Mais soyez assurés que l'exécutif assume son rôle et ses responsabilités en défendant les droits des enseignant.es.

Solidairement, votre comité exécutif !

## L'égalité, c'est mieux

Le 8 mars, journée internationale des droits des femmes, est souvent l'occasion de faire état de la situation quant à l'égalité entre les genres. On s'entend, cela présuppose la reconnaissance de deux genres uniquement. Cette pensée binaire étant tout de même prédominante dans nos cultures, il fait encore sens de faire état, à ce titre, de la répartition plus juste de tout dans une société qui, de façon générale, donne encore prédominance partout aux personnes de genre masculin.

Nous profitons donc ici de cette occasion pour souligner l'implication, dans notre cégep, de nombreuses femmes dans tous les comités, groupes de travail, et instances diverses. Les femmes sont au CA, à la CÉ, au CRT, aux diverses coordinations, sur les comités institutionnels, sur les comités syndicaux, impliquées dans les projets de mobilité, de réussite, et aussi, et même de façon majoritaire, à l'exécutif syndical. You go girls !

Le genre ne semble donc pas être un obstacle à l'implication des femmes et nous nous réjouissons d'un tel constat.

- Marie Wright, pour le comité féministe



À l'approche du 8 mars, Journée internationale des droits des femmes, les épinglettes arborant le slogan de cette année *L'avenir est féministe* sont disponibles au local du Syndicat.

Le visuel de cette année est une création de l'artiste Stacy Bellanger Bien-Aimé.

### GUERRE EN UKRAINE

Pour contribuer à l'aide humanitaire en Ukraine, vous pouvez faire un don à la Croix-Rouge :

▶ [FONDS DE SECOURS : CRISE HUMANITAIRE EN UKRAINE](#)

Vous pouvez aussi aider en faisant un don au

▶ [HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS \(UNHCR\)](#) alors que le nombre de personnes fuyant le pays augmente chaque jour.

#### Sommaire

Une offre générale de service, enfin !   M. Wright ..... 3	La grève étudiante de 2012 en photos   ..... 8
La hausse d'effectif étudiant, un beau problème   F. Demers .... 3	<i>L'enfer c'est les autres...</i> Le bonheur aussi   M. Delisle..... 9-10
J'ai quinze ans   P. Katrapani..... 4	TJC : Justice contre défaitisme climatiques   G. Bolduc .... 11-12
Liberté académique et gestion de conflits   J. Guyot..... 5	Entrevue avec M. Bruno Jobin sur le plan d'action de développement durable   Y. Sabourin..... 13
Il y a dix ans, le printemps   M. Wright..... 6	Le gaspillage et la précarité alimentaires de nos étudiants   J. Dumas Roy ..... 14
Le mouvement étudiant n'est pas seul dans sa lutte contre la hausse   Comité des actions en soutien aux revendications étudiantes ..... 6-7	Planter des arbres   E. Marcotte ..... 15-16

Ce numéro a été réalisé sous la responsabilité des membres du Comité de rédaction du journal : Stéphanie Bellemare-Page, Vicky Pelletier et Phyllis Katrapani. La mise en pages est de Sylvie Dubé. Les articles publiés ne représentent l'opinion que de leurs auteurs, y compris ceux signés par les membres du Comité de rédaction, à moins d'avis contraire.

Visitez notre site et suivez-nous sur Facebook : [www.sppcem.ca](http://www.sppcem.ca) - [www.facebook.com/SPPCEM](https://www.facebook.com/SPPCEM)

# Une offre générale de service, enfin !

Marie Wright | V.p. à l'application de la convention collective



**À la fin de la dernière session, nous avons enfin réussi à boucler la nouvelle version de l'offre générale de service après plusieurs années de travail. Quoique ça aurait été fait depuis longtemps n'eut été cette pandémie de \*&\*\*\*@&\*&\*&\*&\$.**

**C**ela dit, au risque de vous faire de la peine, elle est déjà caduque notre belle OGS toute fraîche. Pour deux raisons : d'abord, la nouvelle convention collective va nous forcer à y apporter de nouveaux ajustements. Et ensuite, il y manque tout un pan de professeur.es du collège : celles et ceux de la formation continue.

## La nouvelle convention

Dans la nouvelle convention collective, on balise plus clairement les droits de refus mais pour nous, cela ne fera pas une grande différence dans la mesure où nous avons déjà négocié cela. Là où ça risque de nous toucher c'est que les professeur.es précaires écartelé.es entre plusieurs cégeps auront probablement plus de latitude pour négocier leur tâche, d'autant plus que la fragmentation des tâches est également une possibilité dans notre OGS (même si elle doit être autorisée par la direction des études). Tout ce qui donne davantage de latitude aux précaires est une bonne nouvelle, dans la mesure où ce sont elles et eux que nous voulions favoriser pour cette ronde de négos.

## La formation continue

Notre offre générale de service ne s'applique pas, actuellement, à la formation continue. Notre nouvelle convention donne des balises quant au droit de refus de tâche des professeur.es chargé.es de cours, mais sans plus.

Le Collège est très ouvert à négocier une OGS touchant la formation continue. Et je connais aussi beaucoup de RDFC (responsables départementaux de la formation continue) qui seraient très heureux.ses de pouvoir compter sur une OGS plutôt que de courir après les profs pour leur demander d'appliquer sur les cours (et gérer du mieux possible les problèmes causés par les applications tardives, incomplètes, ou les nombreux désistements causés par un appel d'air du secteur régulier).

Nous croyons qu'une offre de service globale serait un grand avantage pour les professeur.es chargé.es de cours dans la mesure où cela améliorerait grandement la gestion de la précarité.

C'est la raison pour laquelle nous consulterons les départements et plus particulièrement les RDFC afin de pouvoir vous proposer quelque chose, espérons-le, au cours de l'hiver. À moins que des circonstances incontrôlables nous apprennent de nouvelles lettres de l'alphabet grec.

**CRT**

# La hausse d'effectif étudiant, un beau problème

France Demers | Présidente



**Au début de la pandémie, ce sujet avait déjà commencé à faire l'objet de discussions. C'est un problème que plusieurs cégeps de la région de Montréal et ses banlieues vivent tout comme certains cégeps en région. On prévoit une hausse d'effectif étudiant dans les prochaines années et ce, jusqu'en 2029. Or, le pavillon de la santé n'ouvrira ses portes qu'en 2028.**

**A**fin de trouver une ou des solutions, la Direction générale organise une demi-journée institutionnelle, le lundi 14 mars, afin de présenter à toute la communauté (personnel enseignant, personnel de soutien, personnel professionnel, personnel cadre et aussi les étudiants) l'état de la situation, les défis auxquels nous devons faire face. Cette journée lancera une consultation

pour connaître les problèmes que posent cette hausse, les solutions qui pourraient être envisagées. La direction générale souhaite nous entendre.

On sait déjà que les retours de consultations feront l'objet de discussions intersyndicales avec la direction. Il est possible que nous soyons donc consultés plusieurs fois sur le même sujet. L'objectif est de pouvoir accueillir cette belle jeunesse dans nos murs à la Session d'automne 2024. Nous avons donc une année complète pour nous préparer, mais c'est déjà maintenant que la réflexion doit commencer.

C'est un sujet qui nous touchera toutes et tous. Je vous encourage donc à participer à cette grande rencontre, c'est important qu'une réflexion collective puisse avoir lieu.



## J'ai quinze ans

Phyllis Katrapani | V. p.à l'information et aux communications

**J'ai quinze ans. Ça m'a pris par surprise, un message dans ma boîte courriel. 15 ans de service.**

**O**n était heureux, mon cadeau allait être envoyé à mon domicile, c'était un sac à dos dont il fallait choisir le modèle et la couleur, merci de confirmer l'adresse au dossier.

Le choix était trop grand pour moi. J'ai consulté et je suis allée avec le rouge brique. Le sac est arrivé à temps pour Noël. Curieusement je n'avais jamais envisagé les choses de cette manière-là.

Décembre 2005. Une amie qui enseigne à Rimouski m'appelle. À Édouard-Montpetit, on cherche là, là, quelqu'un pour terminer la session en Cinéma et communication. Dans mon sac à dos, une charge d'enseignement au Bac en production cinématographique à l'Université Concordia, une dizaine d'années d'expérience professionnelle dans le milieu cinématographique, aussi à titre de réalisatrice, Bac et Maîtrise en cinéma et communication. Je suis convoquée à un entretien d'embauche, je suis engagée, je commence rapidement. Celle que je remplace et qui part à la retraite, Jocelyne Denault, en un temps record, me montre où sont tous les boutons de ce poste de pilotage tout nouveau pour moi et me répète plusieurs fois, comme un mantra: « secondaire 5 + 2 mois, rappelle-toi, secondaire 5 + 2 mois. » Généreuse, elle me remet notes et exercices, évaluations et grilles d'analyse et beaucoup de conseils dans mon sac à dos pour que cette transition se passe bien.

Pierre Rannou, coordonnateur du département de Cinéma et communication à ce moment-là et dont on vient tout juste de célébrer les 25 ans de service, va me consacrer temps et énergie durant ces premiers mois et après, pour discuter pédagogie, films évidemment, beaucoup de films finalement.

Je m'investis, je m'implique, je suis accueillie dans un département pas trop gros et par des collègues qui réfléchissent beaucoup à leur profession, à la nature de l'enseignement, à l'importance de la transmission, à la pertinence d'étudier en Arts, lettres et communication, voire en Cinéma pour mieux comprendre le monde et peut-être agir sur celui-ci. C'est comme ça que je vois mon département à mon arrivée, ça n'a pas vraiment changé. Il peut y avoir un peu plus de lassitude devant certains éternels recommencements et plusieurs révisions de programme dont la dernière, des doutes quant à la direction qu'on peut prendre, des questions tout autant idéologiques

que pragmatiques. Le sentiment d'avoir de plus en plus de comptes à rendre, d'obligations et de responsabilités en dehors de celles liées à l'enseignement. Plus que le sentiment, c'est la réalité. Quelques collègues se sont ajoutés parmi lesquel.les, certain.es sont reparti.es vers des cieux plus cléments. Il y a eu un peu de mouvement à travers les années. Une addition marquante, un collègue qui est un de nos anciens étudiants.

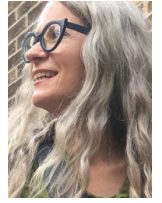
Ça aussi, ça va dans le sac à dos.

Nous sommes un département qui compte chaque session six ou sept profs, dont quatre permanents. Deux sont précaires depuis seize et dix-sept ans, dont votre humble serviteur (serviteuse, servitrice, servante...). Les pâturages sont parfois plus verts ailleurs, mais ici, il y a souvent des carottes, de sorte qu'on peut imaginer, un moment, qu'on est permanent, tout le monde autour croit que oui en plus, même si on ne peut jamais demander de PVRTT, parmi certains des privilèges réservés aux permanent.es, sans parler des sessions, chaque trois, quatre, cinq ans où on se retrouve au chômage et là je ne vous dis pas comment c'est pénible de se demander à chaque novembre et avril quelle tâche on aura (si on en aura une), les calculs qu'on fait, le stress qui augmente de plusieurs crans, les projets qu'on ne peut pas faire. Je n'ai signé un contrat annuel au mois d'août qu'une fois en 15 ans de service. Il est dans mon sac à dos.

Oui, il y a des profs qui ont cette réalité-là, au Cégep Édouard-Montpetit et dans d'autres cégeps du réseau, dont deux dans mon très petit département où nous dispensons, entre nous, dix-neuf cours différents à des petites cohortes. Les préparations sont nombreuses.

Je reviens au sac à dos rouge brique : mon idée de départ n'était pas de gémir ni de me plaindre, j'ai peu de patience pour ça, c'est contre productif, je voulais plutôt faire sourire. L'enseignement a changé ma vie, je suis reconnaissante d'avoir un jour fait ce saut. Ça en était un pour moi que je n'ai jamais regretté, même au prix de certains sacrifices. 15 ans plus tard, me voilà fidèle au poste. Mes collègues, pour l'enfant unique que je suis, sont des frères et des sœurs, pour le meilleur et pour le pire. Des amitiés se tissent pour la vie.

J'espère, qu'avant que la lettre soulignant mes 25 ans de service n'atterrisse dans ma boîte courriel, me soit envoyée une lettre m'annonçant la permanence et un sac à dos plus gros pour tout contenir. Ça déborde de tous bords, tous côtés. Y'en aurait pour quelques pages encore.



## Liberté académique

La préparation de notre *Journée d'étude sur la liberté académique* (laquelle aura lieu le 14 avril de 8 h 45 à 12 h 30) nous permet de croire à un événement formateur, enrichissant et stimulant. En effet, ce sera, dans un premier temps, l'occasion pour le *Comité École et société* de la FNEEQ de présenter l'état des lieux à propos de la liberté académique. Suivra une présentation, par le v.-p. responsable du Regroupement Cégep, de la nouvelle annexe relative à la liberté académique (Annexe VII-5). Une période de questions bouclera cette première heure de rencontre.

En deuxième partie de rencontre les professeur.es seront appelé.es à discuter entre elles/eux. D'abord en petits groupes (60 minutes), puis en grand groupe collectif (60 minutes).

Ainsi, nous espérons que nous serons, toutes et tous ensemble, en mesure de dégager les grands traits d'un énoncé de principe que nous pourrions soumettre en AG, puis à la Direction.

## Gestion de conflits

La vie départementale peut parfois (!) générer des difficultés de divers ordres, lesquelles sont susceptibles de prêter flanc à l'apparition de conflits au sein du groupe. Dans un souci de prévention et à la suite d'une demande formulée par les coordinations au cours des dernières années, mesdames Nathalie Pellerin et Catherine Brodeur (Directrices adjointes aux études) ont organisé une formation de gestion de conflits offerte dans le cadre du Forum des coordinations. Madame Sarah-Jane Turcot (B.A. psychosociologie de la communication ; M.A. droit, prévention et règlement des différends), spécialisée dans les enjeux communicationnels, psychologiques et psychosociologiques des conflits au travail, est venue présenter cette formation. Au cours des dernières années, elle a d'ailleurs à maintes reprises eu l'occasion d'œuvrer au collégial.

La formation qu'elle a offerte aux coordonnatrices/teurs mériterait d'être accessible à l'ensemble du corps professoral, notamment afin de répondre à l'obligation qu'à le cégep de se doter d'un mécanisme de prévention des conflits. Ce serait un moyen complémentaire à la *Politique visant à contrer le harcèlement et la violence* (PVCHV), qui est présentement dans les cartons.

D'ailleurs, cette nouvelle politique (PVCHV) prévoit un

espace d'intervention à l'intérieur duquel les coordinations pourraient agir à titre de « répondantes de base possibles ». Entendons-nous, les coordinations n'auront pas pour rôle de régler les conflits, mais pourraient être appelées à agir à titre de « courroies de transmission ».

Enfin, cette formation permet de se rappeler que, souvent, ce que l'on identifie comme étant de l'ordre du « conflit » est en fait de l'ordre du « débat ». Et ce débat doit demeurer un débat « d'idées ». En résumé, l'essentiel du contenu de cette formation est, somme toute, éclairant sur le rôle des conflits (c.-à-d. débats sains, conflits d'idées); sur la façon de communiquer et de partager l'ambivalence afin non pas d'éviter les conflits (les débats), mais bien de les rendre constructifs pour la collectivité ; et à propos de stratégies de solution.

## À la Commission des études (CÉ) du 1er février dernier

Parmi les sujets à l'ODJ lors de la dernière Commission des études (CÉ), il y avait notamment le *Plan d'action pour la réussite en enseignement supérieur 2021-2026* (PARES) lancé par le MES. Après avoir lu le document faisant état des visées et des axes mis de l'avant par le MES en matière de réussite scolaire, les professeur.es délégué.es à la CÉ ont exprimé certaines préoccupations. Au-delà du détail de ces préoccupations, l'inquiétude profonde émanait de la philosophie derrière le PARES. Dans la mise en contexte du PARES, on peut y lire : « **Ultimement**, le Plan d'action vise à améliorer le niveau de scolarité de la population québécoise. L'augmentation du nombre de diplômées et diplômés dans tous les domaines d'études contribuera assurément à **atténuer la rareté de main-d'œuvre** qui touche l'ensemble des secteurs d'activité sociale et économique du Québec. » (Notre mise en relief en caractères gras.) Inutile d'en dire davantage pour que vous saisissiez le contenu dudit PARES, sinon de présenter les quatre axes qui le structurent. Axe 1 *L'accessibilité à l'enseignement supérieur*; Axe 2 *Les transitions interordres et intercycles*; Axe 3 *Initiatives en matière de persévérance et de réussite répondant aux besoins diversifiés de la communauté étudiante*; Axe 4 *La consolidation et le transfert des connaissances en matière de réussite*.



## Il y a dix ans, le printemps

Marie Wright | V.p. à l'application de la convention collective

*Printemps érable*

**Les grands médias, depuis quelques semaines déjà, présentent tous des cahiers spéciaux pour souligner les 10 ans du printemps étudiant. C'est que cet événement fut marquant. Plus qu'un événement même, c'est un véritable mouvement social qui a ébranlé la société québécoise et le règne politique de Jean Charest, et qui a contribué à politiser toute une génération étudiante.**

**J**e ne veux pas ici écrire un énième texte sur ce mouvement pour en rappeler les grands événements. J'ai plutôt envie d'en faire une lecture plus locale, plus personnelle. De souligner ce que ce grand moment rouge a provoqué pour la jeune prof que j'étais.

Quand on commence à travailler dans un cégep, au début, on fait ce qu'on peut, on a l'impression de courir partout, de ne pas trop comprendre, d'être un peu lâché lousse dans un immense labyrinthe. Ça prend du temps pour se sentir chez soi.

J'étais précaire en 2012. J'arrivais à peine dans mon département. Je connaissais quelques collègues de sciences humaines, en dehors de mes sociologues de collègues. C'est pas mal tout. Dans les assemblées syndicales, plusieurs visages m'étaient familiers, mais sans plus.

Puis les choses se sont précipitées. Une vague d'excitation a traversé tout le Collège, profs comme étudiant.es. Quelque chose se passait. Un grand vent s'était levé. Et les murs du labyrinthe sont tombés. Les AG sont devenues des lieux de discussion qui s'éloignaient un peu des tristes clauses de notre convention (on s'entend, on l'aime, cette convention qui protège nos droits, mais elle n'est pas très poétique). Comme si soudainement, nous nous étions branchés directement sur la fébrilité de notre propre jeunesse étudiante. Sur un âge des bouleversements, des renversements.

Ce fut l'occasion pour moi de faire des rencontres déterminantes parmi les profs d'autres départements, voire des profs d'autres cégeps, alliés sous la bannière de « profs contre la hausse ». J'y ai noué des amitiés durables, une grande camaraderie, une solidarité dont il reste encore des traces aujourd'hui.

C'est ça qui reste. Ces liens. Ces espoirs partagés. Ces émotions vécues en groupe. Ce sont ces étudiant.es si plein.es de ferveur, qui deviennent des adultes allumé.es et allumeur/euses d'espoir. C'est ce Nous collectif qui s'est laissé sentir, habité. Qui a fait vibrer profondément ce que veut dire faire société. Faire corps.

Il y a dix ans, le printemps.

---

## Le mouvement étudiant n'est pas seul dans sa lutte contre la hausse

Texte extrait de [La Dépêche Vol. 24 No. 6 \(avril 2012\)](#), signé par le Comité des actions en soutien aux revendications étudiantes.

**Ce comité était composé de Sébastien Bage, Francis Boilard, Jean Bonin, Éveline Bousquet, Olivier Coipel, Caroline Dawson, Thomas Dommange, Élyse-Ann Faubert, Évangéline Faucher, Claire Fortier, Benoit Guilmain, Étienne Marcotte, Élise Massicotte, France Mongeau, David Mougenot, Fanie Mousseau, Johanne Paquin et Robert Saletti.**

**L**a grève étudiante déclenchée le 1er mars permettait aux étudiantEs du campus de Longueuil de rejoindre le mouvement de protestation contre la hausse des droits de scolarité. En soutien à ce mouvement, des profs de cégeps et d'universités se sont regroupés sous l'appellation *Profs contre la hausse*<sup>1</sup>. Une première rencontre

de ces profs eut lieu le **6 mars** et donna naissance à un foisonnement d'idées et d'actions. Le soutien de profs au piquetage étudiant du **12 mars** au matin devant le 945 chemin de Chambly est l'une des initiatives de *Profs contre la hausse*. De son côté, l'Association étudiante du Collège a organisé, le **14 mars**, une marche dans les rues de Longueuil jusqu'au bureau de Nicole Ménard, députée libérale de Laporte, à St-Lambert.

**L'Assemblée générale du SPPCEM du 21 mars** a adopté, dans cette mouvance de *Profs contre la hausse*, une résolution en « *appui aux étudiantEs dans leur lutte contre la hausse des frais de scolarité et pour la défense de l'éducation publique* », ainsi qu'une résolution visant « *la formation d'un comité ad hoc pour organiser des actions en soutien aux revendications étudiantes* ». Dès la fin de cette assemblée, ce comité s'est mis à la tâche, réunissant près d'une vingtaine de profs

des disciplines suivantes : anthropologie, cinéma, biologie, histoire, littérature, philosophie, sciences politiques et sociologie. En l'espace de deux semaines, nous avons organisé deux actions.

**Le 28 mars, une école dans la rue** fut la première action. Deux conférenciers furent invités : les propos d'Alain Denault s'inspiraient du livre de Jacques Rancière *Le maître ignorant* tandis que ceux d'Éric Martin du livre de Michel Freitag *Le Naufrage de l'université*. Après des pourparlers difficiles avec le service de police de Longueuil, nous avons obtenu le droit d'installer pupitres, chaises, bureau du prof, tableau et micros sur la rue de Gentilly. Cette école hors des murs, accessible, ouverte à tous et toutes tenait lieu d'*États généraux de l'éducation*. Généreux pour que le savoir, les connaissances, circulent librement. Généreux pour éviter l'endettement étudiant en bloquant la hausse des droits de scolarité. Contrairement aux états généraux de 1997 qui ont permis de « Prendre le virage du succès », nous souhaitons des états généraux pour prendre le virage de la démarchandisation de l'éducation. Dès la fin de cette école dans la rue, une deuxième action fut pensée : la rédaction d'un tract.

**Le 3 avril, un tract** fut distribué avant l'assemblée générale étudiante. Ce tract mentionnait principalement que les étudiantEs ne sont pas seulEs dans leur lutte : outre le soutien du SPPCEM et du *Manifeste des profs contre la hausse*, signé par plus de 2 400 profs, le mouvement étudiant est appuyé par plusieurs organismes et regroupements tant au national qu'à l'international. De plus, ils ne sont pas seulEs dans les rues : la manif du 22 mars fut une des plus importantes de l'histoire du Québec. Par ce tract, nous voulions enfin rétablir certains faits notamment au sujet des dangers pour une session prolongée et de la possibilité de maintenir l'accessibilité pour tous si la « juste part » est endossée non pas par les étudiantEs mais par une taxe sur le capital.

**Le 31 mars, des étudiantEs grévistes du Collège ont entrepris un jeûne à relais.** Installées dans un campement de fortune d'abord devant les bureaux du

ministère de l'Éducation à Montréal et par la suite sur le terrain du Collège, des équipes de quatre étudiantEs se relaient toutes les 48 heures. Des profs du comité *ad hoc* les soutiennent. L'objectif de ce jeûne est d'attirer l'attention sur la précarité encore plus grande dans laquelle plusieurs étudiantEs se retrouveront en raison de la hausse annoncée des frais de scolarité, forçant certains à rogner sur les dépenses essentielles telle la nourriture. Les étudiantEs grévistes soulignent d'ailleurs que, selon Moisson Montréal, le nombre d'étudiants fréquentant les banques alimentaires a triplé entre 2008 et 2011. Cette grève de la faim à relais est toujours en cours, sous la supervision de Dr Saideh Khadir, une ancienne étudiante du Collège.

**D'autres actions sont en gestation.** À la suite de la proposition des ministres Beauchamp et Bachand du 5 avril dernier d'élargir le programme de prêts étudiants, nous pensions à une manif des banquiers pour souligner l'ignominie d'endetter encore plus les étudiantEs en enrichissant les banques. Toutefois devant l'intransigeance du gouvernement et le flux d'injonctions, nous avons plutôt opté pour préparer trois propositions à présenter lors d'une assemblée générale extraordinaire qui se tiendra **le 16 avril**.

Toutes nos actions sont grandement stimulées par l'extraordinaire créativité étudiante déployée lors des nombreuses manifestations. Nous pensons entre autres à la grande mascarade dans les rues de Montréal qui a pris la forme d'un charivari, à la marche à reculons, à la marche silencieuse, au don de lunettes à la secrétaire de Line Beauchamp, à l'inauguration de l'îlot voyageur, à la vente du condo du recteur de Concordia, aux funérailles de l'Éducation accessible à tous de Québec et à la manifestation de droite du 1er avril. Le mouvement étudiant permet de « hausser » la conscience collective en ce Printemps québécois. Nous tenons à les remercier de se tenir debout et de faire preuve de tant de patience devant l'absence d'ouverture du gouvernement et devant l'agression et la provocation de la part des forces de l'ordre.



Photos / Archives La Dépeche



Merci à Patrice Clouthier, Alan Hall, Frédéric Julien, Sylvano Santini pour avoir si gentiment partagé leurs photos !

# L'enfer c'est les autres<sup>1</sup>... Le bonheur aussi.

Monique Delisle | Techniques d'hygiène dentaire



**Voilà deux années que nous sommes en pandémie, en confinement (intermittent mais quasi continu), que nous nous coupons des autres, que l'autre représente le danger, que nous sommes dangereux pour les autres, que nous ne pouvons-nous voir les uns les autres. Qu'enfin, finalement ça fait du bien de se retrouver, de s'arrêter, d'en profiter pour faire le point, de se reposer, de faire une introspection... Après tout, on courait après notre queue dans notre ancien style de vie foisonnant alors qu'on allait de 5 à 7 en pièce de théâtre, en souper entre amis, en fêtes d'enfants, semi-marathon, festivals, congrès, conférences, coquetels et autres mondanités.**

**C**et intermède est bénéfique pour cocooner sans aucun remords; « binge-watcher » des séries *ad nauseam*, lire tous les bouquins qu'on n'avait jamais le temps de lire, prendre des bains interminables, dormir, se faire des soupers en amoureux, juste être tout seuls. On peut développer de nouvelles passions, découvrir l'ornithologie, le jardinage, l'agriculture urbaine, déménager à la campagne, s'acheter des poules, des chèvres, faire des casse-têtes, s'ennuyer. Ça fait du bien, c'est ressourçant. Après tout, qu'est-ce que c'était fatiguant les relations humaines ? Quel bonheur cette pause de tous ces conflits, malaises, hésitations, regrets d'un commentaire mal placé ou non réfléchi, amertume, gêne, fatigue. Fatigue, fatigue, fatigue.

En décembre dernier, à voir les sourcils froncés et les regards crispés de mes étudiantes, je me remettais en question au sujet de mon cours, de ma performance en tant qu'enseignante. En les questionnant sur les activités réalisées pour connaître leur appréciation, j'ai reçu un commentaire acerbe. J'ai l'habitude de toujours me remettre en question lorsque je vis des contradictions ou des conflits plutôt que de me demander si les autres ont peut-être aussi des raisons d'agir d'une certaine manière. Car les jeunes, s'ils ne sont pas les premières victimes des formes graves de la Covid-19, ils sont à l'avant-plan des conséquences sociales<sup>2</sup>. Ils sont terriblement affectés par les mesures

sanitaires, leur santé mentale est sur la corde raide et ça peut se refléter dans leurs attitudes générales. Je me suis donc enlevé le poids du doute et me suis dit que j'avais livré la marchandise, j'ai donné mes cours avec toute la passion qui m'anime (encore dans les circonstances), mes laboratoires, j'ai appuyé mes étudiantes lors de leurs difficultés, elles ont réussi, bref, ma mission est accomplie. Pour le reste, je suis impuissante. D'ailleurs, mes forces s'amenuisent. Notre résilience diminue tranquillement depuis deux ans, pour plusieurs, elle ne tient plus qu'à un fil. Suffit de constater le nombre de nos collègues absentes pour une durée indéterminée (pas pour cause d'accident de ski), le nombre est faramineux et m'inquiète. Je n'ai jamais vu ça depuis mes presque 15 années d'enseignement.

L'optimisme est de mise, on se concentre sur les aspects positifs. Les réunions départementales en ligne, c'est



Photos / Monique Delisle

super ! On est dans le confort de notre maison, on peut fermer notre caméra quand on est « pu capable » d'endurer les discussions interminables à propos de « est-ce que les étudiantes peuvent apporter leur bouteille d'eau en clinique ou pas ? » En THD, les casse-têtes sont infinis concernant les mesures rehaussées en période de pandémie. Saviez-vous que le métier d'hygiéniste dentaire est celui qui génère le plus d'aérosols ? Aérosols, en temps de pandémie... C'est tous nos protocoles qu'il faut revoir, corriger, adapter, réviser depuis 2 ans, en fonction de la situation sanitaire et des consignes en vigueur : fermer les

1 Jean-Paul Sartre, Réplique tirée de la pièce « Huis clos » (1944).

2 Mesures sanitaires, les jeunes en ont assez, Louise Leduc, La Presse, 21 janvier 2022. [https://plus.lapresse.ca/screens/812c3457-a448-42bd-9c22-45c01c20ea04\\_7C\\_0.html](https://plus.lapresse.ca/screens/812c3457-a448-42bd-9c22-45c01c20ea04_7C_0.html)

Importante hausse des appels chez Suicide action, Cri du cœur des jeunes, Agence QMI, Journal de Montréal, 21 janvier 2022. <https://www.journaldemontreal.com/2022/01/21/importante-hausse-des-appels-chez-suicide-action-1>

Après deux ans de mesures sanitaires qui tapent sur la santé mentale, il faut penser aux jeunes, 24 heures, (Anne-Sophie Roy et Gabriel Ouimet) 13 janvier 2022. <https://www.24heures.ca/2022/01/13/apres-deux-ans-les-jeunes-nen-peuvent-plus>

cubicules *in extremis* avec des cloisons de toiles en plastique (la clinique ressemble à un bivouac), basculer avec les logiciels de dossier sans papier, renforcer les mesures de protection universelle, revoir la salle d'attente, le processus de triage des patients, le fichier du questionnaire médical, la gestion des EPI, la gestion des masques (masque de



procédure, de niveau 1, 2, 3, masque N95, visière, etc.). Il y a aussi la gestion de la qualité de l'air avec des filtres HEPA ultra performants, des appareils qui fonctionnent au maximum de leur capacité toute la journée, générant une chaleur étouffante dans ces minuscules cubicules bordés de cloisons de fortune en plastique... Oui, on remettait en question la possibilité de s'hydrater lorsqu'on travaille avec un masque, une visière, un bonnet de chirurgie, un uniforme revêtu d'une blouse, des gants et des surgants dans un cubicle fermé rempli d'aérosols possiblement contaminés. On ne peut plus boire dans un cubicle fermé même s'il fait 40 degrés Celsius avec humidité (et aérosols)

et que des étudiantes ont eu des malaises jusqu'à en perdre conscience.

Revenons à notre côté positif pour alimenter notre résilience qui diminue comme peau de chagrin. On disait que les réunions sur *Teams*, c'était super. À force de ne plus voir personne, on ne *veut* plus voir personne. Sommes-nous devenus misanthropes ?

Mes souvenirs d'activités sociales sans masque ni contraintes me semblent si lointains que cette époque me manque comme si elle remontait à l'ancien temps, le bon vieux temps. Nos relations, qui parfois demandent de l'énergie, n'en génèrent-elles pas aussi ? Étant sans enfants, privée de mes activités, il m'est arrivé de m'ennuyer la fin de semaine. J'ai remédié à la situation en m'impliquant à titre de vaccinatrice (en vertu du décret ministériel, les hygiénistes dentaires font partie des professionnels autorisés à prêter main-forte à la vaccination contre la Covid-19). Je vaccinai donc les fins de semaine. Entre deux vaccins, un vendredi soir très achalandé, j'ai levé la tête pour regarder le foisonnement des employés au service des nombreux usagers, adultes, enfants, familles, etc., et je me suis fait la réflexion que c'était l'endroit où j'ai vu le plus de monde depuis 2 ans. C'est exactement ce qui fait que j'ai tenu, même si je travaillais 7 jours sur 7. Le contact avec les autres, la gentillesse, l'humour, la bonne humeur des collègues, des usagers qui viennent recevoir leur énième dose de rappel et qui me témoignaient leur sollicitude, leur reconnaissance. Certains étaient émus lorsque je touchais leur bras avec douceur, car j'étais la seule personne qui les touchait depuis 2 ans. C'est donc dans le contact avec les autres, aussi minime soit-il, alors qu'on ne se voit que les yeux, et qu'on se désinfecte les mains mille fois par jour, qu'on peut tenter de maintenir une proximité. Le besoin des autres est encore là; nous sommes des êtres grégaires. Soyons indulgents, aimons-nous. C'est dur, certains sont maussades, mais aimons-nous. Aimons-nous quand même.





## Dossier environnement

Dans la foulée de la crise des missiles de Cuba de 1962, le philosophe et militant britannique Bertrand Russell, qui paya ses actions de désobéissance civile au prix de l'incarcération, avait déclaré : « Le conformisme signifie la mort. Seule la résistance donne un espoir de vie »<sup>1</sup>.

Cette sommation à la Résistance contre l'autodestruction du monde demeure-t-elle d'autant plus vraie et pertinente face à ce que l'ONU qualifie aujourd'hui de « menace existentielle directe » ? Nos espoirs tièdes en une issue encourageante de la COP26 (cet énième sommet de la « dernière chance ») étant brisés, l'heure est au défaitisme et au

injuste, d'abord pour les personnes les plus durement touchées par la catastrophe, dont certaines sont présentement au front pour préserver la viabilité de leur terre. Sous ses airs de sérieuse lucidité, le défaitisme apparaît alors comme la justification rationnelle d'un renoncement moral et d'un désir de refuge hédoniste dans nos sphères privées et professionnelles. Mais l'attitude la plus commune – pleine de « bonne volonté » – est sans doute la plus désespérante : lorsqu'en dépit d'une reconnaissance verbale de l'urgence d'agir, voire de lutter, le même désir l'emporte par des considérations coutumières ; le temps manque toujours, les tâches et responsabilités débordent déjà, et puis faudrait bien un jour se remettre en forme et à



Bertrand Russell et son épouse, Edith Russell, mènent une manifestation anti-nucléaire du Committee of 100 à Londres, le samedi 18 février 1961 (Image de Tony French)

« nihilisme climatique » ; les carottes seraient cuites, alors vaut mieux les assaisonner avec des sédatifs de tout acabit pour les savourer sans trop d'« écoanxiété » dans le palais. Je reconnais les fondements rationnels des pronostics toujours plus sombres de nos experts du climat. Mais comme le rappelle Caroline Brouillette dans son [Manifeste contre le défaitisme climatique](#), se donner pour vaincus alors que subsiste encore, très concrètement, une fenêtre « entre le très difficile et l'impossible », serait lâche et foncièrement

<sup>1</sup> B. Russell cité par Andrée Shepherd, *Protest and Nuclear Weapons in Britain: La Campagne pour le désarmement nucléaire et les intellectuels de la nouvelle gauche*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais, 1984. Cette introduction est en partie reprise de G. Bolduc, « (Ne pas) engager un savoir dans la Résistance écologiste : légitime ? », *Communiqué. Bulletin de la Société canadienne d'histoire et de philosophie des sciences*, 104, 2021, 20-2.

la méditation. Sur ce point, nous nous entendons avec nos dirigeants : l'urgence n'est pas la nôtre, alors elle attendra !

**Le sentiment d'impuissance face à des forces systémiques qui nous dépassent fait sans doute aussi obstacle à la mobilisation. Or, n'est-ce pas un autre visage d'un défaitisme tacite qui nie le pouvoir transformateur de l'union des forces citoyennes, pouvoir qui pourtant façonne toujours l'histoire ?**

Dans cette lutte, l'ennemi est certes multiple, diffus, débattu, souvent partiel, et la fugacité de nos cibles nous étourdit. Mais nous sommes de plus en plus nombreux

à nous entendre sur une chose : l'action à la hauteur de l'urgence n'est pas de l'ordre du choix individuel de consommateurs éclairés, mais d'une rupture collective avec un système socioéconomique foncièrement injuste et mortifère. Mais quelle forme concrète peut prendre cette action ? Voici le véhicule proposé.

### TJC : le véhicule de l'engagement écosyndical

[Travailleuses et travailleurs pour la justice climatique \(TJC\)](#) est un collectif militant qui vise à organiser les syndicats locaux autour des enjeux de justice climatique. Héritier de l'organisation des grèves pour le climat de septembre 2019, TJC mise sur la création de comités TJC dans les syndicats appartenant à divers milieux de travail à travers le Québec. Ces comités sont conçus comme des forces vives de mobilisation au sein de l'organisation syndicale qui se porteront, par des activités militantes ambitieuses, à la défense d'un milieu de vie et de travail sain et viable pour tous. Intégrés à un réseau regroupant groupes locaux, syndicats affiliés et alliés régionaux et internationaux, ils seront à l'avant-scène des luttes communautaires, nationales et planétaires.

Face à l'aggravation de la crise, [les raisons évoquées en 2019 pour faire la grève climatique](#) n'ont jamais été

aussi actuelles, et c'est pourquoi TJC en a officiellement lancé l'appel. Pour créer un rapport de force avec des gouvernements qui s'efforcent à peindre en vert l'inviabilité des politiques socioéconomiques qu'ils mettent en œuvre, la grève climatique reste le levier le plus efficace que nous possédons. En témoignent les gains de la mobilisation historique de 2019, pendant laquelle 14 syndicats (dont le nôtre!), représentant 7500 travailleuses et travailleurs, avaient fait une journée de grève. Depuis, une loi fédérale sur le climat force une reddition de compte annuelle, et les nouveaux projets pétroliers et gaziers sont désormais interdits au Québec, mais beaucoup reste à gagner. L'idée commence même à faire son chemin dans certaines centrales ; à la FEC-CSQ, les délégués ont récemment voté à l'unanimité pour inviter les 16 syndicats membres à discuter en assemblée générale de l'appel à la grève climatique lancé par TJC.

Combattons le défaitisme climatique avec TJC ! Le chantier est immense, les besoins sont nombreux : plutôt que de céder au découragement, retrouvons nos manches et engageons-nous !

## Liberté académique et gestion de conflits (suite de la page 5)

La Directrice des études (DÉ) a insisté sur le fait que la philosophie et les intentions derrière les choix effectués et les actions mises de l'avant par le CÉM afin de répondre aux recommandations du MES en regard du PARES n'allaient pas dans le sens de la diplomation à tout prix, ni dans la multiplication de nouveaux programmes courts. Il est plutôt question de consolider certaines actions déjà mises en place et d'en développer d'autres, si besoin est.

Parmi les actions auxquelles la DÉ a fait référence, mentionnons notamment des initiatives telles que *Cap sur la rentrée*, la pédagogie de 1<sup>ère</sup> session, la journée pédagogique sur l'inclusion, le projet PAIRE, les actions du CREPS (ex. Guide REPER), l'embauche de conseillères

pédagogiques et la formation (perfectionnement) des employé.es. Par ailleurs, les axes 1 et 2 seront inclus dans la section pédagogie du *Plan stratégique* du CÉM (les axes 3 et 4 y apparaissent déjà).

La crainte de voir une flambée de nouveaux programmes courts bourgeonner au CÉM ne semble donc pas être dans les cartes de la Direction. De plus, agir afin de répondre aux besoins croissants et diversifiés des étudiant.es en matière de persévérance et de réussite scolaires fait également partie des priorités de la Direction. De bonnes intentions, qui se trouvent sur la bonne voie. À suivre!

# Entrevue avec M. Bruno Jobin sur le plan d'action de développement durable



Yves Sabourin | V.p. à la tâche et aux ressources

## Dossier environnement

**Au cours de la session d'automne, le plan d'action de développement durable établi par le Comité vert du collège a été présenté à la commission des études et adopté au conseil d'administration. Afin de faire le point sur la mise en œuvre de la politique de développement durable du Collège, j'ai rencontré M. Bruno Jobin, directeur des affaires étudiantes et communautaires.**

**D'**entrée de jeu, M. Jobin affirme que, depuis le début de l'année 2021-2022, ça va mieux. La pandémie a malheureusement relégué au second plan les questions environnementales et de développement durable, comme plusieurs autres enjeux d'ailleurs. Au collège, il y a eu volontairement peu de formations offertes aux étudiant.es au sujet du développement durable l'an dernier, car on les sentait fragiles en raison de l'isolement imposé par la formation à distance. Cela a fait en sorte que le collège a perdu le niveau excellence de certification *Cégep Vert* mais il compte bien le reconquérir bientôt.

### Transport

Afin d'atteindre l'objectif de favoriser et promouvoir le recours à des moyens de transport durables (marche, vélo, transport en commun, transport électrique, covoiturage, autopartage), le plan d'action prévoit plusieurs actions concrètes. Dans le dossier de la construction d'un enclos à vélos sécurisé, le collège évalue que les coûts sont importants, ce qui l'a incité à travailler de concert avec le RTL pour le financer conjointement. Les discussions sont en cours, mais il n'y a pas de date de construction prévue à ce moment-ci. Les discussions sont aussi en cours avec le RTL au sujet d'un incitatif financier pour le personnel et les étudiant.es afin d'augmenter la part du transport en commun dans les déplacements des étudiant.es et du personnel. Il mentionne cependant un frein important à cet incitatif, car là où le transport est gratuit pour les étudiant.es, la facture est assumée par l'institution d'enseignement. La ville de Longueuil fait aussi partie de ces discussions. Espérons que l'arrivée de la nouvelle mairesse de Longueuil et le manque d'espace de stationnement à prévoir d'ici quelques années au collège donneront un coup de barre pour faire avancer ce dossier.

Toujours au sujet du transport, la dernière étude portant sur les déplacements a été faite il y a 11 ans. L'organisme *Voyagez Futé* fera bientôt une nouvelle analyse des déplacements et le collège veut s'en servir pour accompagner les membres

de sa communauté vers des moyens de transports alternatifs à l'automobile.

### Bilan des GES

Notre assemblée générale, en 2019, a fait ajouter à la politique de développement durable de faire un bilan des GES dans la perspective de devenir carboneutre à brève échéance. Selon M. Jobin, ce dossier avance, mais est plus complexe qu'il n'y paraît. Il déplore que le Cégep Édouard-Montpetit soit le seul à faire cet exercice dans le réseau collégial, ce qui fait qu'il n'a pas le soutien du ministère. L'ensemble des éléments qui entrent dans le calcul du nombre total de GES émis n'a pas encore été complètement circonscrit. Le plan d'action du comité vert prévoit le dépôt d'une première partie de cette analyse en juin 2022.

### Verdissement du terrain du collège

Plusieurs actions ont été réalisées et d'autres sont à venir dans le but de transformer le couvert végétal du terrain du collège. M. Jobin mentionne qu'il y a des ruches au collège, que des efforts sont mis depuis plusieurs années pour diversifier les plantes dans les plates-bandes ainsi que les arbres et qu'il y a eu l'aménagement d'une cour intérieure l'automne dernier. Lorsque je lui demande à qui les membres de la communauté doivent s'adresser s'ils veulent suggérer d'autres transformations – un jardin communautaire, des arbres fruitiers, etc., il nous invite à prendre contact avec Maya de Cardenas, conseillère en environnement, ce que notre comité syndical sur l'environnement a déjà fait.

### Autres éléments du plan d'action

Plusieurs autres éléments du plan d'action ont été abordés un peu plus rapidement : la quantité de matière compostée, recyclée et jetée – et la contamination des matières recyclables par des matières compostables ou jetables, le remplacement des produits de nettoyage utilisés au collège par des produits respectueux de l'environnement, l'utilisation du fonds vert du collège (2\$ par vignette de stationnement), la réduction du nombre de feuilles imprimées, la certification *Vélosympathique*, le programme *Ici on recycle*.

Bien qu'il soit nouvellement en poste, M. Jobin s'est bien approprié ce dossier. Au sortir de cette rencontre, il me

Suite page 14 ►



# Le gaspillage et la précarité alimentaires de nos étudiants

Jeanne Dumas Roy | Préenvol

*Dossier environnement*

**Selon une étude publiée dans la *Revue canadienne des études sur l'alimentation* en 2017, de 30 à 46 % des étudiant.es universitaires au Manitoba**

**affirment éprouver de l'insécurité alimentaire. Bien qu'aucune étude semblable n'ait été réalisée au Québec, on peut vraisemblablement s'imaginer qu'ici aussi, un trop grand nombre d'étudiant.es vit une précarité alimentaire, et ce, surtout depuis la pandémie. D'ailleurs, en 2020, les demandes d'aide alimentaire ont augmenté de plus de 30 % par rapport à 2019 !**

**A**utre fait alarmant : au Canada, on estime que 40 % de la nourriture produite est gaspillée.

À la lueur de ces statistiques troublantes, je me suis mise à la recherche d'initiatives existantes luttant contre le gaspillage et la précarité alimentaires.

Parmi les initiatives trouvées, l'UQAM<sup>1</sup> et l'Université de Sherbrooke<sup>2</sup> proposent des services à leurs étudiant.es, certains gratuits, d'autres, à moindres frais.

1 <https://nouvelles.esg.uqam.ca/2020/bac-alimentaire-un-outil-lutte-contre-precarite-financiere-etudiante>

2 <https://www.usherbrooke.ca/developpement-durable/actualites/nouvelles/details/35988>

On note aussi une multitude de municipalités ayant mis sur pied des frigidaires communautaires<sup>3</sup>. Ces frigidaires, souvent entretenus par une équipe de bénévoles, permettent aux citoyen.nes de se servir librement et de façon anonyme grâce à des dons provenant de commerces alimentaires.

Le Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation nous rappelle qu'une des façons d'éviter le gaspillage alimentaire est de faire don des aliments invendus<sup>4</sup>, mais au Québec, contrairement à la France, aucune loi n'oblige les distributeurs à faire don de leurs invendus. La députée de Rouyn-Noranda-Témiscamingue, Émilise Lessard-Therrien, s'attaque justement à ce problème avec son projet de loi 491.

À quand un frigidaire communautaire sur nos campus ? Après tout, nous travaillons pour la réussite des étudiant.es et cette réussite commence avec un ventre plein !

3 <https://sauvetabouffe.org/boite-a-outils/repertoire-des-frigos-communautaires-du-quebec/>

4 <https://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/Restauration/Qualitedesaliments/Pages/Gaspillage-alimentaire.aspx>

## Entrevue avec M. Bruno Jobin sur le plan d'action de développement durable (suite de la page 13)

semble tout de même que le collège aurait pu en faire plus, même si les membres du personnel qui travaillent sur le développement durable mettent depuis plusieurs années les bouchées doubles. Quel rôle la pandémie a-t-elle joué ? Je ne sais trop. J'ai l'impression qu'il y a une résistance au changement. C'est vrai que les projets coûteux nécessitent une concertation avec d'autres acteurs municipaux, c'est vrai que le gouvernement n'aide pas le collège à faire son bilan carbone et que tout

cela allonge les délais de réalisation de plusieurs projets. Mais l'urgence climatique est là et le taux de CO<sub>2</sub> dans l'air continue d'augmenter pendant qu'on se concerte et qu'on ne met pas en œuvre les solutions qui s'imposent.

On a hâte que les discussions aboutissent et que les projets se concrétisent.



## Dossier environnement

Planter des arbres, c'est bien, planter des arbres fruitiers ou à noix, c'est souvent mieux, pour se nourrir évidemment, pour l'ombrage et pour recréer une dynamique écologique. Le campus du collège offre un espace suffisamment grand pour être ambitieux et imaginer la création d'une petite forêt nourricière. Il y a bien déjà quelques pommiers, mais ils n'ont qu'un intérêt décoratif (ils n'offrent même pas de fruits adéquats pour faire de la gelée de pomme), et certains sont tellement moribonds qu'il faudrait envisager leur remplacement. Il y a également un grand espace gazonné – c'est-à-dire sous-utilisé – entre l'école Jacques-Rousseau et le boulevard Roland-Therrien, de quoi être encore plus ambitieux.

Je vais présenter dans ce texte quelques suggestions d'arbres et arbustes à planter sur le campus, ou chez vous. Certains de ces spécimens sont des arbres originaires du nord des États-Unis et du sud de l'Ontario, mais avec le réchauffement climatique et le développement de cultivars plus résistants au froid, il devient envisageable de les cultiver dans le sud du Québec sans craindre de les perdre. Et il y aura un intrus à la fin du texte.

### Mûrier rouge

Je parle bien de véritable mûrier (*morus rubus*), originaire du nord des États-Unis et du sud de l'Ontario, et non ce que nous appelons mûrier (*rubus fruticosus* ou ronce). À part une ressemblance des fruits, il s'agit de deux variétés de familles bien différentes, la première est dans la famille des moracées et la seconde dans celle des rosacées, aussi apparentées à d'autres ronces comme les framboisiers.

Une autre différence notable, c'est que les mûriers-ronces comme nous les voyons dans les sous-bois atteignent environ un mètre, autrement dit ce sont des arbustes, alors que les mûriers rouges sont de véritables arbres qui peuvent atteindre de dix à vingt mètres. Ce sont des arbres réputés très productifs et qui offrent un certain ombrage et sans les fameuses épines qui « graffignent ».

Quant au goût, certains affirment que les fruits sont excellents, d'autres qu'ils sont fades, j'imagine que cela dépend de la sous-variété. Il y a d'autres variétés provenant de l'Eurasie, plus réputées pour leur goût, mais les mûriers rouges se font de plus en plus rares, étant remplacés par leurs congénères du vieux continent. Une chose est sûre, ses fruits sont toujours appréciés par les oiseaux, ce qui n'est pas à négliger.

### Asiminier

L'asiminier est un arbre qui présente un grand intérêt, notamment en raison de ses fruits qui sortent de l'ordinaire. Il s'agit d'un arbre originaire du nord-est des États-Unis, pouvant atteindre une dizaine de mètres de haut. Il y est beaucoup plus connu qu'ici, mais plusieurs pépinières tentent de le mettre en valeur de ce côté-ci de la frontière. Son nom populaire est le « paw paw », parce qu'il rappelle un peu la papaye. C'est comme si nous avions un fruit tropical qui peut pousser dans notre climat, ce qui n'est pas rien. J'ai eu la chance d'y goûter à une seule occasion et, franchement, ce n'est pas si facile de décrire son goût. Le fruit a une forme similaire à une mangue (avec plusieurs noyaux), une texture et un goût qui rappelle la banane, peut-être aussi celui de l'ananas.

Vous pourriez vous demander pourquoi un fruit aussi intéressant n'est pas plus connu et largement commercialisé. La raison principale et la plus crédible à première vue est la même raison qui a contribué à une perte de diversité dans notre assiette : les « règles » du commerce. Ce n'est pas vraiment le goût ou les valeurs nutritives qui dictent ce que nous retrouvons à l'épicerie. Nous n'avons qu'à penser aux tomates, dont la diversité est très pauvre et qui sont souvent récoltées trop tôt et qui proviennent de cultivars sélectionnés pour résister au transport et l'entreposage. Le fruit de l'asiminier doit être récolté quand il est parfaitement mûr et il ne se conserve pas longtemps par la suite, au mieux la période de commercialisation serait courte, mais, après tout, planter des arbres sur le campus n'a pas un objectif commercial.

### Châtaignier d'Amérique

Cultiver cet arbre relève peut-être plus du fantasme que d'un projet réaliste, mais il peut valoir la peine d'y jeter un coup d'œil. Petit détour historique : cet arbre a déjà été dominant en Amérique du Nord-Est en raison de sa présence numérique (jusqu'à 25% dans certaines forêts), de sa grandeur (jusqu'à trente mètres de haut et un diamètre de deux à trois mètres) et de son apport alimentaire substantiel, notamment en protéines. Et puis, un peu comme l'orme d'Amérique, la situation a changé brutalement en raison d'une maladie provenant de l'Asie qui a fait de grands ravages à partir du début du 20<sup>e</sup> siècle, au point qu'il est aujourd'hui presque entièrement disparu.

Cela dit, il y a de l'espoir. Une pépinière qui cultive cet arbre affirme qu'il peut vivre jusqu'à cinquante ans, parfois plus (certains spécimens seraient plus résistants à

la maladie). Considérant que sa croissance est très rapide et qu'il commence à produire des châtaignes à partir de 10 ans, il peut être intéressant de tenter le coup. Certaines pépinières ont fait des croisements avec des châtaigniers provenant d'Asie, ce qui les rend résistants à la maladie, mais ils seraient moins résistants au froid et il y aurait une perte de la spécificité de la variété américaine.

### Noisetier

Vous avez sans doute déjà vu ces noisetiers qui poussent dans certaines régions plus nordiques du Québec, comme les Hautes-Laurentides, la Mauricie, le Saguenay, etc. Ces noisettes se trouvent dans une enveloppe avec des petits poils piquants qui restent collés à la peau. C'est le noisetier à long bec, connu aussi sous le nom de coudrier, d'où le nom de L'Isle-aux-Coudres. Il existe aussi un noisetier originaire du nord des États-Unis (*americana*), apparemment plus productif que nos noisetiers plus nordiques, mais moins résistant au froid. Pour remédier à cette difficulté, les pépinières ont développé des variétés hybrides par croisement, profitant de la productivité et d'une plus grande résistance au froid. J'en ai planté trois de cette variété hybride et j'ai bien hâte de voir s'ils ont résisté à nos nuits à -30 de cet hiver.

### Noyer

En Amérique du Nord-Est, nous pouvons retrouver deux variétés de noyers, le noyer cendré, naturellement présent au Québec depuis longtemps, et le noyer noir, cultivé ici depuis moins longtemps. Le noyer produit une noix savoureuse qui a l'apparence de la noix de Grenoble, mais avec une coquille très difficile à casser et plein de petits compartiments à briser pour atteindre son contenu, d'où la difficulté à la commercialiser. C'est aussi un arbre grandement recherché pour son bois. J'ai observé la présence de noyers noirs à plusieurs endroits relativement près du collège, notre climat est tout à fait propice pour la culture de cet arbre.

Il y a cependant deux problèmes à signaler. Les noyers dégagent notamment par leur racine une toxine qui élimine à peu près toute concurrence végétale, c'est à prendre en compte si nous désirons en planter. Également, le noyer cendré est menacé par une maladie, au point que certains craignent sa disparition.

### Amélanchier

L'amélanchier peut être considéré comme un grand arbuste ou un petit arbre atteignant parfois quelques mètres de haut. Il offre une très belle floraison au printemps et il est très résistant au froid. Et bonne nouvelle, nous pouvons

savoir qu'il peut survivre sur le campus puisqu'il y en a déjà un devant l'entrée du café étudiant. Il peut valoir la peine de rechercher la même variété que celui-ci. Ses fruits – dont la forme et la couleur rappellent un peu le bleuet – sont savoureux, ce qui n'est pas le cas de tous les fruits des amélanchiers (les miens sont plutôt fades).



Photo / Etienne Marcotte

### Kiwi, l'intrus dans ce texte

C'est encore relativement peu connu, mais oui, il est possible de faire pousser des kiwis chez soi. Il ne s'agit pas de plants qui produisent les kiwis que nous pouvons acheter à l'épicerie qui sont gros comme un citron avec une peau poilue non comestible. De toute façon, ces variétés ne passeraient pas l'hiver québécois.

Il y a des variétés qui donnent des petits fruits de la grosseur approximative d'un raisin, avec une peau tendre qui n'a pas à être pelée. Plusieurs de ces variétés sont très résistantes au froid et peuvent offrir une belle production. Petite précision : c'est une plante grimpante, il est nécessaire de la laisser grimper sur une clôture ou un treillis.

### Pommiers, pruniers, poiriers, framboisiers, vignes...

Évidemment, il y a beaucoup « d'oubliés » dans ce texte. J'ai tout simplement choisi de présenter des arbres et arbustes moins connus et qui présentent un intérêt alimentaire. Il faut aussi faire attention à certains de ces arbres parce qu'ils sont vulnérables aux maladies et aux ravageurs, ce qui en fait des fruits difficiles à produire de manière biologique. C'est par exemple le cas des pommiers et des pruniers. Cela dit, il peut être tout aussi intéressant de planter framboisiers, mûriers (ronce), vignes à raisin de table, et bien d'autres.